

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/2 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.2.62720

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Schwerwiegender ist, daß der Autor seiner eigenen, anfänglich entwickelten Zielsetzung, sich auf Robespierres Rolle als Administrator und Entscheidungsträger zu konzentrieren, insgesamt nicht gerecht wird. Der Band besteht zu neun Zehnteln aus einer kursorischen und weitgehend konventionellen ereignisgeschichtlichen Darstellung der revolutionären Laufbahn Robespierres, die sich zudem aufgrund weitschweifiger Exkurse – wie z. B. zur Unterdrückung des Aufstandes von Lyon (S. 111–155) – gelegentlich von ihrem eigentlichen Sujet entfernt. Zwar werden einige vertretbare Argumente zu der Bedeutung von Patronage, Personalentscheidungen und detaillierten Anweisungen an das Allgemeine Polizeibüro für die Machtposition Robespierres entwickelt (S. 102–107 und 149–160), aber diese bieten keine wirklich neuen Einsichten in die Arbeitsweise Robespierres, vernachlässigen teilweise die kollektive Dimension der Machtausübung durch den Wohlfahrtsausschuß und beantworten nicht hinreichend die Frage, wie der »Unbestechliche« jenseits der Rednertribüne Regierungsgewalt ausübte.

Problematisch ist auch die übermäßige Betonung der Rolle der Gebrüder Payan im Wirkungskreis Robespierres. Dies gilt insbesondere für den Nationalagenten der Pariser Kommune, Claude Payan, auf dessen Aktionen und Ideen Hardman immer wieder im Detail zurückkommt. Zwar kann kein Zweifel daran bestehen, daß Claude Payan ein wichtiger Transmissionsriemen zwischen Robespierre und dem Wohlfahrtsausschuß einerseits und der Kommune andererseits war, aber er gelangte doch nie über die Rolle eines ausführenden Agenten hinaus.

Bedauerlich ist auch, daß Hardman an vielen Stellen pauschalisierende Bewertungen einführt, die irreführend und historisch fragwürdig sind. So schreibt er beispielsweise (S. 121), daß Robespierre die Abgeordneten des Konvents »verachtete«, weil sie im Frühjahr 1794 im wesentlichen nur die Inhalte der Reden Barères bekräftigten, wofür sich nicht der mindeste Beleg anführen läßt. Die Jakobiner-Kreise der Rhône-Départements, aus denen einige der Geschworenen des Revolutionstribunals kamen, als »Rhône-Mafia« zu benennen (S. 146), wird weder der Organisation noch den essentiell politischen Beweggründen dieser Netzwerke gerecht. Reichlich überspitzt und in der Sache irreführend ist auch die Behauptung, Robespierre habe mit seiner Rede vom 9. Thermidor eine »formelle Diktatur« verlangt (S. 188). Eine genauere Analyse der Rede hätte zu einem differenzierten Kommentar führen können, aber – man erinnert sich – die Reden des »Unbestechlichen« erscheinen dem Autor ja als »nahezu unverständlich«.

Insgesamt bleibt der Eindruck einer sehr oberflächlichen und in einigen Punkten fragwürdigen Einführung in die politische Laufbahn Robespierres, die keine neuen Einsichten vermittelt. Mit einer Neuauflage bzw. Übersetzung mancher älteren Robespierre-Biographie wäre der britische Verlag besser bedient gewesen.

Jörg MONAR, Leicester

Holger BÖNING, *Der Traum von Freiheit und Gleichheit. Helvetische Revolution und Republik (1798–1803). Die Schweiz auf dem Weg zur bürgerlichen Demokratie*, Zürich (Orell Füssli) 1998, XVI–383 S.

En 1992, les historiens de Fribourg (Suisse) Alain-Jacques Czouz-Tornare et Évelyne Maradan signalaient un premier livre de Holger Böning intitulé »*Revolution in der Schweiz. Das Ende der Alten Eidgenossenschaft und die Helvetische Republik*« (Berne, Francfort et New York [P. Lang] 1985) comme »un des rares ouvrages allemands sur l'Helvétique«<sup>1</sup>, c'est-à-dire sur la république helvétique, cette république-sœur créée par le

1 Alain-Jacques CZOUZ-TORNARE (avec la collaboration d'Évelyne MARADAN), *Bibliographie suisse de la Révolution française*, dans: *Bulletin d'Histoire de la Révolution française*, années 1990–1991, Paris (éd. du Comité des Travaux historiques et scientifiques) 1992, p. 73–176 (ici p. 97).



Directoire en 1798, en même temps que plusieurs autres: république batave dès 1795, réorganisée en 1798, république cispadane proclamée à Bologne en 1796, républiques cisalpine, autour de Milan, et ligurienne, autour de Gênes, en 1797, république romaine installée par le général Berthier, avec déportation du pape Pie VI, en février 1798 et république »parthénopéenne«, c'est-à-dire napolitaine, en 1799<sup>2</sup>.

La seule exception – mais elle est de taille – à ce processus de »républicanisation« de l'Europe aux frontières de la France, d'exportation de la Révolution et de ses principes de droit civil et de droit public, mais aussi de renforcement de l'hégémonie militaire et économique française, prélude au passage de la guerre de défense et de propagande révolutionnaires à la guerre de conquête et à un retour partiel à la diplomatie du »troc« caractéristique de l'Ancien Régime – en octobre 1797, par le Traité de Campo Formio, Bonaparte accorde Venise et sa terre ferme à l'Autriche en échange de l'acceptation par celle-ci de la création des républiques-sœurs en Italie –, c'est l'abandon, en 1798–1799, du projet de république cisrhénane, sur la rive gauche du Rhin, au profit de la création de quatre départements français de droit commun (Mont-Tonnerre, Sarre, Rhin-et-Moselle et Roer), solution déjà retenue pour le territoire de l'actuelle Belgique.

Il semble que la mort subite en septembre 1797, à l'âge de 29 ans, du brillant général Lazare Hoche, qui aurait certainement pu être un concurrent sérieux de Bonaparte dans la recherche, autour de l'inusable Sieyès et de quelques autres, d'une »épée«, c'est-à-dire d'une solution militaire aux fréquentes crises du Directoire face au double péril royaliste et néo-jacobin, ait été pour beaucoup dans l'abandon par Paris du projet cisrhénan. Une république-sœur cisrhénane, d'ailleurs réclamée par les clubs jacobins autochtones autour d'un Görres, d'un Geich, d'un Biergans, d'un Gerhards ou d'un Mathias Metternich – l'objectif essentiel étant pour eux la séparation, d'une façon ou d'une autre, des territoires de la rive gauche du Rhin d'avec le Saint-Empire<sup>3</sup> – aurait fourni à l'éventuelle ambition de Hoche l'appui d'un »système allemand«, contrepois au »système italien« vigoureusement mis en place par Bonaparte.

Ce rappel de la situation intérieure et extérieure du Directoire et de ses enjeux manque un peu dans le volumineux et savant ouvrage – bien présenté et intelligemment illustré dans sa partie centrale – de H. Böning, enseignant et chercheur à l'université de Brême, dans lequel le profane ou même l'historien non spécialisé dans cette période complexe et mouvementée et dans l'histoire de la Confédération helvétique (*Eidgenossenschaft*) risque parfois de se perdre. Un simple tableau chronologique mettant en regard les uns des autres les événements principaux dans la Confédération et dans ses cantons, puis dans la république helvétique, ainsi que dans la France du Directoire, dans les autres républiques-sœurs et sur le terrain européen des armes et de la diplomatie aurait été d'une grande utilité et n'aurait pas pris beaucoup de place. Son absence même est le signe visible, si l'on peut dire, de ce qui paraît bien être la faiblesse principale de ce livre.

Dans le même ordre d'idées, une carte bien lisible aurait pu faire apparaître la position éminemment stratégique de la Suisse, avec les passages alpins du Simplon et du Saint-Gotthard; cette position est particulièrement évidente au moment des affrontements militaires, d'abord mal engagés pour la France, de la Deuxième Coalition en 1799, en particulier en septembre autour de Zurich avec la décisive victoire de Masséna. La Suisse et ses cols constituent en effet, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle comme aujourd'hui encore, le point de passage le plus

2 Sur l'Italie, voir le numéro spécial des Annales historiques de la Révolution française (»L'Italie du triennio révolutionnaire 1796–1799«), N° 313, juillet–septembre 1998.

3 Voir Lucien CALVIÉ, »Jacobinisme« et idée nationale en Allemagne à l'époque révolutionnaire: le cas de Görres, dans: Annales historiques de la Révolution française, N° 282, octobre–décembre 1990, p. 404–421.



court entre les deux secteurs majeurs de l'expansion française et révolutionnaire, l'Italie du Nord et l'Allemagne rhénane et méridionale. D'où l'intérêt, pour le Directoire, de contrôler ce passage par le biais de la république-sœur helvétique créée en 1798. Une telle carte géostratégique aurait certes été moins belle que la carte ancienne de la république helvétique reproduite à deux reprises sur les pages de garde et les deux pages intérieures de couverture, entourée à l'ouest et au sud par la république française – »fränkische Republik«, c'est-à-dire »république des Francs«; l'appellation, comme aussi celle de »Frankenrepublik«, est très fréquente à l'époque dans les pays de langue allemande, en particulier dans les milieux »jacobins« favorables à la Révolution française, qui pensent mettre ainsi en évidence la fraternité d'origine et d'intérêts avec les Français et la France »révolutionnée« –, la république cisalpine et le Piémont, occupé militairement depuis 1796 et qui deviendra français en 1802.

Mais enfin, il ne s'agit pas ici de dire ce que ce livre aurait pu ou dû être; il faut aussi dire ce qu'il est. De ce point de vue, un dessin satirique, extrait d'un calendrier zurichois de 1848 et reproduit dans le petit cahier central d'illustrations, fait bien apparaître de manière rétrospective, avec un décalage d'un demi-siècle, la question essentielle de la république helvétique comme d'ailleurs des républiques-sœurs en général: on y voit des Suisses de différentes classes sociales dansant joyeusement autour d'un arbre de la liberté en forme de mât de cocagne cependant qu'une diligence fortement gardée par des militaires aux mines sévères emporte une masse de sacs d'argent et d'or – il y en a même sur le toit de la voiture. La diligence est surmontée d'un grand drapeau tricolore portant la devise »liberté, égalité« et elle porte sur sa face arrière la mention en grosses lettres: »Commisair [sic] de la Grande Nation«, c'est-à-dire de la république française. Or on sait que les »trésors« des villes et cantons suisses, celui de Berne en particulier, ont eu beaucoup d'attraits pour un Directoire »toujours impécunieux«<sup>4</sup> et qu'ils furent, de force plus que de gré, largement mis à contribution.

H. Böning traite de façon précise, en particulier au chapitre X, des résistances croissantes de la population à l'administration de la nouvelle république helvétique unitaire, relais de l'hégémonie politique et militaire, mais aussi économique et financière de la France directoriale. Le même phénomène s'est produit, avec une intensité variable suivant les lieux et les moments, dans les républiques-sœurs italiennes et dans les quatre départements institués sur les territoires allemands et qui auraient pu constituer une république cisrhénane. À ce mécontentement récurrent d'ordre économique s'ajoutent, dès 1799, les dommages et les incertitudes des guerres de la Deuxième Coalition, y compris sur le territoire de la république helvétique. Tout cela rend fragile et précaire le système républicain unitaire à peine installé.

À la différence de certains de ses prédécesseurs, H. Böning ne voit pas dans la république helvétique seulement le résultat exclusivement négatif d'une »occupation« militaire française entraînant »réquisitions, contributions, confiscations, arbitraire, violences et pillage«<sup>5</sup>. Il souligne à juste titre, contre une tradition historiographique longtemps dominante, que le républicanisme et le »jacobinisme«<sup>6</sup> helvétiques ne sont pas le simple résultat artificiel et pas-

4 Denis WORONOFF, *La République bourgeoise de Thermidor à Brumaire. 1794–1799*, Paris (Seuil) 1972, p. 177.

5 Charles GILLIARD, professeur honoraire à l'université de Lausanne, *Histoire de la Suisse*, Paris (PUF coll. Que sais-je?) 1974 (1<sup>e</sup> éd. en 1944), p. 63.

6 Sur le »jacobinisme« et le républicanisme helvétiques et leurs racines autochtones on peut consulter les nombreux travaux d'Alain-Jacques CZOUZ-TORNARE (avec la collaboration d'Évelyne MARADAN), en particulier: À la recherche d'un jacobinisme helvétique, dans: *Annales historiques de la Révolution française*, N° 282, octobre–décembre 1990, p. 422–445, ID., »L'idée républicaine en Suisse«, *ibid.*, N° 296, avril–juin 1994, p. 205–222, et ID., Une république aristo-démocratique à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle: Fribourg en Suisse, dans: Lucien CALVIÉ (dir.), *Républicanismes (Chroniques allemandes)*, Grenoble, N° 2, 1993), p. 43–64.



sager de l'importation forcée de produits français mais qu'il ont leurs racines dans le développement historique des cantons de l'ancienne Confédération. La remarque vaut d'ailleurs aussi pour les autres républiques-sœurs, en particulier italiennes, mais aussi batave, ainsi que pour les départements de la rive gauche allemande du Rhin.

Ces racines anciennes de la république helvétique de 1798 apparaissent au fil des chapitres I à IV. Il s'agit d'abord des structures socio-politiques différenciées de l'ancienne Confédération et de ses cantons, avec en particulier le pays de Vaud (Lausanne), vassal de la puissante oligarchie du canton de Berne, cette oligarchie que le jeune Hegel, un »jacobin« à sa manière, n'avait pas beaucoup aimée entre 1793 et 1796 et qu'il avait directement critiquée en 1798, l'année même de la création de la république helvétique, en publiant anonymement une traduction allemande, avec des commentaires, des »Lettres de Jean-Jacques Cart«, un avocat de Lausanne, parues à Paris en 1793 et dénonçant, après un soulèvement des Vaudois contre Berne en 1791 – à l'occasion, d'ailleurs, d'une fête en souvenir de la récente prise de la Bastille à Paris –, le non-respect par l'oligarchie bernoise des droits et libertés vaudois antérieurs à l'annexion de la province par Berne au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. C'est dans le cadre de la république helvétique que le pays de Vaud retrouva, après un deuxième soulèvement anti-bernois à la fin 1797, son autonomie perdue plus de deux siècles auparavant.

Ces quatre premiers chapitres s'intéressent aussi aux Lumières dans l'ancienne Confédération helvétique, aux sociétés »philanthropiques« et »patriotiques« du XVIII<sup>e</sup> siècle et aux premiers effets de la Révolution française en Suisse de 1789 au milieu des années 1790. Les chapitres suivants (V à IX) constituent le cœur de l'ouvrage: on y trouvera la description minutieuse des révolutions particulières – mais qui en définitive n'en font qu'une –, à partir de 1797–1798, dans les différents cantons, des plus évolués au plus retardataires, ceux de la Suisse »primitive«, l'examen du rôle de l'armée française, la présentation des discussions sur les structures unitaires de la république helvétique et l'énumération des mesures symboliques adoptées (traditions nationales remises en honneur, passé national revisité, fêtes) et des importantes réformes mises en œuvre (droit civil et structures judiciaires, enseignement, liberté d'expression et de presse, émancipation des Juifs, mesures sociales), sur le modèle français, par le nouveau régime.

Les derniers chapitres (X et XI) font apparaître les raisons de la fragilité de la république helvétique: le mécontentement interne grandissant, les guerres de la Deuxième Coalition sur son territoire, les propagandes révolutionnaire et antirévolutionnaire durement affrontées, les conflits entre fédéralistes soutenus par l'Autriche et unitaristes profrançais, jusqu'aux divers coups d'État de 1800 et 1801 – le modèle français est décidément contagieux – et jusqu'à l'acte dit »de Médiation« de Bonaparte, en 1803, qui met fin à la république helvétique et recrée une Confédération helvétique nouvelle au fond assez semblable, dans son fédéralisme, à l'ancienne et qui resta fidèle à Napoléon jusqu'en 1813: en restaurant le fédéralisme, la France napoléonienne avait ôté son argument principal à la propagande autrichienne. En conclusion, H. Böning insiste une fois encore sur les racines autochtones et les prolongements historiques, par-delà l'échec immédiat, de l'éphémère république helvétique de 1798–1803.

Lucien CALVIÉ, Toulouse

7 H. Böning cite Cart à deux reprises, mais pas sa traduction commentée par Hegel en 1798, alors qu'elle va tout à fait dans le sens de sa thèse centrale, celle des racines autochtones et anciennes de la république helvétique.